

Rapport de gestion

**CORPORATION MOTEURS TAIGA**



Pour le trimestre et la période de neuf mois  
terminés le 30 septembre 2022

## Table des matières

|  |    |
|--|----|
| <b>MODE DE PRÉSENTATION</b> .....  | 2  |
| <b>ÉNONCÉS PROSPECTIFS</b> .....   | 2  |
| <b>APERÇU DE LA SOCIÉTÉ</b> .....  | 4  |
| <b>RÉSULTATS D'EXPLOITATION : TROIS MOIS ET NEUF MOIS CLOS LES 30 SEPTEMBRE 2022 ET 2021</b> .....                                   | 8  |
| <b>SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT</b> .....   | 11 |
| <b>PRINCIPALES DONNÉES TRIMESTRIELLES</b> .....  | 12 |
| <b>GESTION DES RISQUES FINANCIERS</b> .....  | 13 |
| <b>ARRANGEMENTS HORS BILAN</b> .....   | 14 |
| <b>INSTRUMENTS FINANCIERS</b> .....  | 14 |
| <b>DONNÉES SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION</b> .....  | 15 |
| <b>INFORMATION SECTORIELLE</b> .....   | 15 |
| <b>ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES</b> .....  | 15 |
| <b>NOUVELLE MÉTHODE COMPTABLE</b> .....  | 16 |
| <b>CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET CONTRÔLE INTERNE<br/>À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE</b> ..... | 18 |
| <b>PERSPECTIVES</b> .....  | 21 |

Le 11 novembre 2022

## MODE DE PRÉSENTATION

Le rapport de gestion qui suit a pour but d'aider les lecteurs à comprendre le contexte commercial, les tendances et les changements importants dans les résultats d'exploitation et la situation financière de Corporation Moteurs Taiga et de ses filiales (également désignées dans le présent rapport de gestion par les termes « nous », « notre », « Taiga » ou la « société ») pour les trois mois et les neuf mois clos le 30 septembre 2022. Le présent document doit être lu avec nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes annexes pour les trois mois et les neuf mois clos les 30 septembre 2022 et 2021. Des informations supplémentaires relatives à la société, y compris nos états financiers intermédiaires, sont disponibles sous le profil de la société sur SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la société, y compris l'information comparative, ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et incluse dans les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Les IFRS englobent les normes IFRS, les Normes comptables internationales, et les interprétations publiées par l'IFRS Interpretations Committee.

Les montants figurant dans les présentes sont en dollars canadiens, à moins d'indication contraire, et toute mention du troisième trimestre de l'exercice 2022 renvoie au trimestre clos le 30 septembre 2022. Toute mention de l'exercice 2022 renvoie à l'exercice clos le 31 décembre 2022, et toute mention de l'exercice 2021 renvoie à l'exercice clos le 31 décembre 2021.

La direction détermine qu'une information est significative si elle croit que la décision d'un investisseur raisonnable d'acheter, de vendre ou de conserver des titres de la société pourrait vraisemblablement être influencée ou modifiée advenant l'omission ou l'inexactitude de cette information, et présente l'information significative en conséquence.

## ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport de gestion renferme de l'« information prospective » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables. Cette information prospective concerne, sans s'y limiter, ce qui suit : nos objectifs et les stratégies pour les atteindre, les activités prévues, les résultats financiers et la situation financière de la société, les attentes concernant les tendances du marché, les taux de croissance globaux du marché et les taux de croissance de la société, les objectifs futurs de la société et les stratégies pour les atteindre, y compris, sans s'y limiter, la croissance interne et les acquisitions futures, les délais prévus pour atteindre la production de masse, l'accélération de la production à son installation actuelle et l'aménagement de sa deuxième installation, les livraisons prévues, la capacité à obtenir un financement suffisant, la capacité à poursuivre le programme Fournisseurs de services Taiga de manière mesurée, le rendement prévu du réseau de recharge, la capacité de déployer des stations de recharge hors route supplémentaires dans les délais prévus et les avantages manufacturiers qui en découlent, y compris l'augmentation de la capacité, ainsi que des renseignements concernant nos convictions, nos plans, nos attentes, nos prévisions, nos estimations et nos intentions.

Cette information prospective est caractérisée par l'utilisation de termes et d'expressions tels que « peut », « pourrait », « devrait », « s'attendre », « avoir l'intention », « estimer », « anticiper », « planifier », « prévoir », « croire » et « continuer », ainsi que par l'emploi de la forme négative de ces termes et d'une terminologie semblable, y compris des références à des hypothèses, même si toute l'information prospective ne contient pas ces termes et expressions. L'information prospective étant fournie dans le but d'aider le lecteur à comprendre la société et son entreprise, ses activités, ses perspectives et ses risques à un moment précis, dans le contexte des évolutions historiques et futures possibles, le lecteur est donc averti que cette information peut ne pas être appropriée à d'autres fins.

Nous attirons votre attention sur la rubrique « Risques commerciaux » du présent rapport de gestion et sur la note 2 de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités qui mentionnent une importante incertitude pouvant jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. La capacité de la société à poursuivre son exploitation pour les 12 prochains mois implique une part importante de jugement et dépendra entre autres de sa capacité d'obtenir le financement nécessaire, au moyen d'une combinaison de capitaux publics et privés et de financement par emprunt ou d'autres sources. La direction est actuellement à la recherche d'autres sources de financement. La société a réussi à obtenir du financement jusqu'ici et croit pouvoir obtenir assez de fonds à l'avenir et ultimement devenir rentable et générer des flux de trésorerie positifs liés aux activités d'exploitation, mais sa capacité à obtenir des fonds supplémentaires dépend de nombreux facteurs au-delà de son contrôle, de sorte que rien ne garantit qu'elle réussira à le faire à l'avenir.

L'information prospective repose sur un certain nombre d'hypothèses et est sujette à un certain nombre de risques et d'incertitudes, dont plusieurs sont hors de notre contrôle, qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont présentés dans, ou suggérés par, cette information prospective. Ces risques et incertitudes comprennent, sans s'y limiter, les facteurs suivants : historique d'exploitation limité, capacité de la société de poursuivre son exploitation, laquelle dépend de l'identification et de l'obtention de financement par capitaux propres, par emprunt ou de tout autre type de financement, flux de trésorerie d'exploitation négatifs, retards associés à la mise en œuvre ou à la mise en service de nos installations de production et d'assemblage, établissement d'un réseau de fournisseurs de services et de services de livraison, dépendance à l'égard de la chaîne d'approvisionnement et perturbations de celle-ci ainsi que l'incidence de ces perturbations sur notre habilité à remplir nos commandes, problèmes de contrôle de la qualité, conformité réglementaire, obtention de certifications en temps opportun, questions de sécurité publique, garanties et rappels de produits, atteinte à la réputation de Taiga, perturbations du transport, stockage et livraison de pièces et de composants, responsabilité liée aux produits, embauche et rétention d'employés clés et de personnel qualifié, détérioration des relations avec les employés, activités de syndicalisation, tendances à la consolidation, propriété et protection de la propriété intellectuelle, industrie en évolution, dépendance à l'égard de la direction, facteurs pouvant empêcher la réalisation des objectifs de croissance, concurrence, disponibilité, qualité et variations des prix des matières premières, pièces et composants, niveaux des stocks, réglementation en matière d'environnement, de santé et de sécurité des employés, violations et perturbations de la sécurité en ligne, erreurs ou vulnérabilité matérielles et logicielles, besoins de capitaux futurs, risques liés à l'exploitation et couverture d'assurance, gestion de la croissance, nombre limité de produits, annulation des précommandes, litiges, conservation des renseignements personnels, clauses restrictives, impôts à payer, évolution des conditions et des tendances géopolitiques, sectorielles, économiques et du marché (y compris celles découlant de la pandémie de COVID-19 ou de conflits militaires et la réaction du marché à cet égard), sanctions commerciales, conditions météorologiques défavorables, événements catastrophiques, risques associés aux activités internationales, fluctuation des taux d'intérêt et des taux de change, efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière, accusation de violation des droits de propriété intellectuelle de tiers et risques liés à l'environnement. La liste des facteurs de risque qui précède n'est pas exhaustive et d'autres facteurs pourraient avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Pour une analyse des facteurs de risque, se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » de notre notice annuelle déposée le 28 mars 2022 et disponible sous le profil de la société sur SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

Même si l'information prospective contenue dans le présent document est fondée sur ce que nous croyons être des hypothèses raisonnables, les lecteurs sont mis en garde contre le risque de se fier indûment à cette information, car les résultats réels peuvent différer de l'information prospective. Lors de l'établissement de l'information prospective, certaines hypothèses ont été formulées, notamment que nous serons en mesure d'obtenir le financement requis selon des modalités commercialement acceptables et en temps opportun, qu'il n'y aura pas de détérioration importante de la conjoncture économique mondiale et nord-américaine, que le taux de change des monnaies dans lesquelles nous menons nos activités se maintiendra près des niveaux actuels, que les taux d'inflation et d'intérêt resteront conformes aux attentes des banques centrales dans les pays où la société fait des affaires, que nos fournisseurs et ressources internes pourront soutenir le développement de produits et la production prévue selon des conditions acceptables commercialement et en temps opportun, que nous obtiendrons les approbations et les certifications réglementaires en temps opportun, qu'il n'y aura pas de changements importants dans les lois fiscales ou les accords ou traités de libre-échange applicables à la société, qu'aucune barrière commerciale ne sera imposée entre les juridictions dans lesquelles la société exerce ses activités et qu'il n'y aura pas de conditions météorologiques exceptionnellement défavorables, en particulier pendant les saisons de pointe.

Toute l'information prospective contenue dans le présent document est visée par les mises en garde qui précèdent, et rien ne garantit que les résultats ou les évolutions que nous anticipons se concrétiseront ou, même s'ils se concrétisent en grande partie, qu'ils auront les conséquences ou les effets escomptés sur nos activités, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation. Sauf indication contraire ou à moins que le contexte n'exige une interprétation différente, l'information prospective contenue dans le présent document est fournie à la date des présentes, et nous ne nous engageons pas à mettre à jour ou à modifier cette information prospective à la suite de l'obtention de nouveaux renseignements ou de la survenance d'événements futurs, ou pour toute autre raison, sauf si les lois applicables ne l'exigent.

## APERÇU DE LA SOCIÉTÉ

Taiga (TSX : TAIG) concentre ses activités sur la production, la recherche et le développement (« R et D »), la conception, la commercialisation et la distribution des premiers véhicules de sports motorisés entièrement électriques prêts pour la production de masse. Son bureau principal est situé au 2695, avenue Dollard, LaSalle (Québec) H8N 2J8. Son siège social est situé au 550, rue Burrard, bureau 2900, Vancouver (Colombie-Britannique) V6C 0A3.

Taiga se concentre sur son portefeuille de véhicules hors route électriques novateurs, à haut rendement et durables. L'approche d'ingénierie ascendante de Taiga a permis l'introduction de ses motoneiges et de ses motomarines électriques soutenues par des plateformes technologiques, des groupes motopropulseurs intégrés exclusifs optimisés par logiciel et une connectivité hors route intelligente. La technologie de groupe motopropulseur électrique intégré de cinquième génération exclusive de Taiga, actuellement utilisée dans les motoneiges et les motomarines de Taiga, est une plateforme matérielle et logicielle modulaire qui a été conçue pour simplifier son procédé de production et d'assemblage et devrait réduire le temps de mise au point de nouveaux modèles de véhicules électriques. Taiga met l'accent sur l'amélioration continue de sa technologie afin de créer des solutions raffinées et puissantes pour répondre à la demande croissante du marché mondial pour des véhicules à faibles émissions et plus silencieux. Taiga s'est classée au premier rang dans le cadre de la remise des prix World Changing Ideas 2022 de *Fast Company*, ce qui témoigne des progrès réalisés. En outre, la motoneige Nomad<sup>MC</sup> et la motomarine Orca<sup>MC</sup> de Taiga figurent sur la liste de TIME des meilleures inventions de 2022. Grâce à ces distinctions, Taiga figure parmi une liste d'entreprises mondiales réputées pour leurs projets novateurs et d'autres initiatives qui soutiennent la croissance des collectivités.

Le bureau principal de Taiga à Montréal renferme deux installations louées d'une superficie totale de plus de 180 000 pieds carrés. Les deux installations ont une capacité de production annuelle projetée pouvant atteindre au moins 8 000 véhicules et elles abritent un centre de R et D et de tests. La première installation couvre une superficie de 50 000 pieds carrés et est utilisée pour la recherche, le développement, les essais et d'autres activités techniques, alors que la seconde installation, d'une superficie de 133 000 pieds carrés, est utilisée comme bureaux et usine de production des premières unités à livrer. Le 12 juillet 2021, la société a annoncé que le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec ainsi que la ville de Shawinigan ont proposé de financer jusqu'à 50 M\$ du projet de construction d'une usine à Shawinigan ainsi que d'autre matériel de fabrication. La société prévoit entreprendre les travaux de construction au deuxième trimestre de 2023 et mettre en œuvre le processus de fabrication en 2024. À l'heure actuelle, la société procède à l'aménagement de son usine à Montréal qui, une fois achevée, devrait avoir une capacité annuelle d'au moins 8 000 véhicules par année. La société profite de cette occasion pour évaluer le calendrier des améliorations à apporter au projet d'aménagement de Shawinigan afin d'accroître l'efficacité de la production, d'assurer le déploiement optimal des capitaux et d'optimiser la planification de la capacité, conformément à la stratégie d'accélération de la production de la société. Le projet à Shawinigan, à la première phase, et l'usine existante à Montréal devraient produire 70 000 véhicules ainsi que des blocs et modules de batteries de 3 gigawattheures en fonctionnant à plein régime.

Taiga vise à réaliser des améliorations continues en tirant parti d'un grand volume prévu de véhicules connectés, d'une clientèle bien établie et de la quantité importante de données recueillies. Elle prévoit de continuer à innover sa gamme de produits pour répondre aux besoins des propriétaires de véhicules de sports motorisés. De plus, en tant que fabricant de véhicules uniquement électriques, le fait que Taiga n'a jamais produit de véhicules à combustion lui permet de rester totalement concentré sur l'amélioration de ses véhicules et groupes motopropulseurs entièrement électriques actuels et futurs.

L'approche de Taiga en matière de mise en marché est axée sur la vente de véhicules de sports motorisés à des clients récréatifs au moyen de ses efforts de vente directe hybride. La stratégie tient également compte de la vente directe à des exploitants de parcs, sur la fourniture d'ensembles de groupes motopropulseurs à des fabricants d'équipement d'origine sur des marchés adjacents (motocyclettes, autres véhicules tout-terrain, véhicules agricoles et commerciaux, machinerie de construction et machinerie lourde, ainsi que d'avions légers) afin d'accélérer leurs programmes d'électrification. Taiga vend des vêtements et vendra des pièces et d'autres accessoires et se chargera de mises à niveau sur le marché secondaire également.

À la fin du troisième trimestre de l'exercice 2022, la société comptait 237 employés à temps plein, comparativement à 187 à la fin de l'exercice 2021. Environ la moitié des employés de Taiga ont des compétences en ingénierie, ce qui témoigne de l'engagement de Taiga envers l'innovation.

## Faits saillants du trimestre clos le 30 septembre 2022

### *Mise à jour sur la production et la livraison*

Au troisième trimestre clos le 30 septembre 2022, Taiga a complété la livraison de 40 motomarines à des clients au Canada. La production au troisième trimestre a été limitée en raison des perturbations persistantes de la chaîne d'approvisionnement pour les composants clés. Les livraisons de la motomarine Orca<sup>MC</sup> Carbon se poursuivront au Canada et débiteront dans le sud des États-Unis au quatrième trimestre de 2022. La production actuelle de l'Orca devrait se prolonger jusqu'au premier semestre de 2023.

Au troisième trimestre de 2022, la société a passé en revue son plan de production et l'a mis à jour afin d'améliorer l'efficacité et la capacité de l'usine de production de Montréal. La mise à jour permettra de produire simultanément des motomarines et des motoneiges, ce qui accroîtra la flexibilité.

Dans le cadre du cycle initial limité de production de motoneiges et de motomarines, 68 unités ont été vendues et livrées au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2022.

### *Mise à jour des Fournisseurs de services Taiga*

Conformément à son modèle hybride de ventes directes aux consommateurs, Taiga a commencé l'intégration des Fournisseurs de service Taiga (« FST ») en vue de fournir des services d'entretien et de livraison de véhicules à ses clients au troisième trimestre. Taiga a intégré huit FST qui serviront ses clients à douze emplacements au Canada et aux États-Unis. Taiga continue de constater un intérêt marqué pour les FST et poursuivra le développement de son programme FST de manière mesurée.

### *Mise à jour sur les précommandes*

Au 30 septembre 2022, Taiga avait reçu 3 267 précommandes de motoneiges et de motomarines de la part de clients récréatifs et d'exploitants de parcs moyennant une commercialisation limitée (une hausse de 39 % par rapport aux 2 356 précommandes au 31 décembre 2021). Les commandes passées par les exploitants de parcs représentaient environ 20 % de ces précommandes.

Au troisième trimestre de l'exercice 2022, Taiga a obtenu 213 nouvelles précommandes nettes. Les précommandes de véhicules de Taiga peuvent être annulées et le dépôt est entièrement remboursable, et rien ne garantit que ces précommandes se traduiront en des ventes.

### *Mise à jour sur le financement*

Après la clôture du troisième trimestre, le 1<sup>er</sup> novembre 2022, Taiga a conclu avec l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec une convention de prêt pour de l'aide financière prenant la forme d'une contribution remboursable d'un montant de 10 M\$. Cette convention est comprise dans le financement de 50 M\$ annoncé précédemment le 12 juillet 2021. La contribution remboursable servira à financer le matériel et l'accélération de la production. Les prélèvements sur la facilité de contribution remboursable seront effectués selon les étapes importantes à mesure que le projet progresse, ils ne porteront pas intérêt et seront remboursables sur une période de sept ans après un délai de trois ans suivant la date d'achèvement du projet. Taiga prévoit utiliser jusqu'à 4 M\$ au cours des huit prochains mois pour soutenir sa croissance et l'accélération de sa production.

### *Prix*

Après la clôture du troisième trimestre, le 10 novembre 2022, la motoneige et la motomarine entièrement électriques de Taiga ont été inscrites sur la liste de TIME des meilleures inventions de 2022. Les modèles Nomad et Orca ont été nommés dans la catégorie Plein air, qui regroupe les inventions novatrices qui rendent le monde meilleur. Plus tôt cette année, le 3 mai 2022, Taiga s'est également classée au premier rang dans le cadre de la remise des prix World Changing Ideas 2022 de Fast Company.

### **Principaux facteurs ayant une incidence sur le rendement de Taiga**

Taiga estime que son succès et son rendement futurs dépendront d'un certain nombre de facteurs qui représentent des occasions considérables pour elle, mais qui présentent aussi des défis et des risques, y compris ceux qui sont exposés à la rubrique « Risques commerciaux » du présent rapport de gestion.

**Demande de la clientèle pour l'électrification**

L'électrification des véhicules de sports motorisés constitue un segment émergent de l'industrie des sports motorisés, et Taiga estime que les principaux segments de clientèle qu'elle a cernés seront très réceptifs à la possibilité d'utiliser ses produits durables et à haut rendement. Elle prévoit que ses produits plairont à un nombre croissant d'amateurs de sports motorisés et d'exploitants de parcs qui apprécieront leur fonctionnement plus propre et plus silencieux, un meilleur accès aux sentiers et aux rivages et la possibilité de réduire leur empreinte carbone. Toutefois, plusieurs facteurs externes ont une incidence sur la demande et les dépenses des consommateurs sur lesquels la société n'a aucun contrôle. L'absence ou la diminution de la demande des consommateurs ou les modifications aux habitudes de magasinage des consommateurs pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la situation financière de la société et sa capacité de poursuivre son exploitation.

**Perturbations de la chaîne d'approvisionnement**

Les risques géopolitiques, les conflits armés, les crises sanitaires mondiales, le déséquilibre de l'offre mondiale et les mesures de protectionnisme des entreprises et des gouvernements, comme les achats de précaution et la demande accrue, peuvent perturber les chaînes d'approvisionnement mondiales et, donc, se répercuter sur la capacité de Taiga de développer, de produire, d'entretenir et de commercialiser des véhicules de sports motorisés en temps opportun. Les véhicules de Taiga sont fabriqués à partir de composants conçus en interne qui exigent le recours à des matières premières et à des composants provenant de fabricants internationaux, l'un et l'autre étant vulnérables aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur l'ensemble des activités, les relations clients, la situation financière et les résultats d'exploitation de la société.

**Développement de produits**

Une part considérable de la capacité de Taiga à réaliser ses projections de croissance dépend de l'innovation permanente de son portefeuille de produits existants et de la mise au point de nouvelles applications pour sa technologie exclusive de groupe motopropulseur électrique. Taiga a l'intention d'effectuer des investissements considérables dans la R et D afin de poursuivre la mise au point et l'amélioration de ses produits, services et solutions existants et de lancer sur le marché de nouveaux véhicules tout-terrain entièrement électriques et de nouvelles applications.

**Concurrence**

Les marchés des véhicules de sports motorisés dans lesquels Taiga exerce ses activités sont très concurrentiels en raison de plusieurs facteurs, notamment l'innovation, la performance, le prix, la technologie, les caractéristiques, le style, l'ajustement et la finition des produits, la reconnaissance de la marque, la qualité et la distribution. La direction estime que la capacité de Taiga à rivaliser avec succès sur ces marchés dépend de sa capacité à tirer parti de ses atouts concurrentiels, à faire reconnaître sa marque et à établir un vaste réseau de FST.

**Caractère saisonnier et cyclique**

Les motoneiges et les motomarines sont des produits saisonniers. Toutefois, ils sont généralement vendus au cours de saisons opposées, ce qui contrebalance partiellement l'incidence globale sur les activités et les produits des activités ordinaires futurs de Taiga et sur les flux de trésorerie qui en découlent.

L'industrie des sports motorisés est cyclique par nature, et les produits de Taiga seront en concurrence avec une variété d'autres produits et activités récréatives en ce qui a trait au revenu discrétionnaire et au temps de loisirs des consommateurs. Les activités et les produits des activités ordinaires futurs de Taiga seront sensibles aux changements de la conjoncture économique globale qui ont une incidence sur les dépenses de consommation et les dépenses discrétionnaires.

**Conjoncture économique**

Les fluctuations des conditions économiques qui entraînent des niveaux élevés d'inflation, de chômage dans les marchés clés ou de volatilité du marché, comme ceux que l'on a connus récemment en raison de la pandémie de COVID-19 et de la guerre en Ukraine, peuvent avoir une incidence défavorable sur le revenu disponible des consommateurs, comme le niveau de revenu des particuliers, ainsi que sur la disponibilité du crédit à la consommation, les taux de chômage, la confiance des consommateurs, les conditions commerciales, les taux d'épargne, les taux d'intérêt, les taux de change, les taxes et les tarifs douaniers. La réduction du revenu des consommateurs pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les activités de Taiga, ses résultats d'exploitation ou sa situation financière, ainsi que sur sa capacité à poursuivre son exploitation.

**Risques de production**

Le succès des activités de Taiga dépend en grande partie de sa capacité de produire, de commercialiser et de vendre ses véhicules de façon rentable et en quantité suffisante pour répondre à la demande ses clients. Taiga travaille à augmenter sa capacité de production afin de mettre en œuvre sa stratégie d'affaires, et croit être en mesure de le faire, notamment, en accélérant la production de son usine d'assemblage de Montréal ainsi qu'en achevant la construction de son usine d'assemblage de masse et en y lançant la production. Les risques comprennent la capacité de Taiga à augmenter sa production de véhicules, à élaborer des capacités et des processus de production automatisée efficaces et à faible coût, et à obtenir des sources d'approvisionnement fiables auprès de fournisseurs et de fabricants, le tout pour répondre à ses normes de qualité, de prix, d'ingénierie, de conception et de production, et pour atteindre les volumes de production nécessaires pour la commercialisation de masse de ses véhicules, ainsi que pour l'atteinte de ses objectifs d'affaires et pour la satisfaction des besoins des clients.

**Questions d'ordre réglementaire et normes de l'industrie**

Taiga est soumise à de nombreuses lois et réglementations à plusieurs étapes de son processus de conception, de développement, de production et de distribution de produits. Outre les lois et règlements applicables à toute entreprise, il existe certaines exigences applicables aux entreprises engagées dans la production de véhicules de sports motorisés comme Taiga. Ces règlements comprennent des normes de sécurité pour les véhicules de sports motorisés et des normes pour la vente et la commercialisation de ces véhicules. Toute modification défavorable aux lois et règlements applicables aux activités de la société pourrait avoir une incidence sur la situation opérationnelle et financière de la société.

**Incidence de la pandémie de COVID-19**

La pandémie de COVID-19 devrait continuer d'avoir une incidence défavorable à l'échelle mondiale en 2022 et par la suite. Comme la situation est en constante évolution, nous ignorons dans quelle mesure elle influera sur les activités et les résultats futurs de Taiga, car les effets de la pandémie dépendront de l'évolution de la situation et des incidences futures sur l'économie mondiale et les marchés sur lesquels Taiga prévoit vendre ses produits, ainsi que sur sa chaîne d'approvisionnement. Par conséquent, à la date du présent rapport de gestion, la direction n'était pas en mesure d'évaluer le moment où les activités de Taiga reviendront complètement à la normale. Ainsi, Taiga continuera d'être touchée par les contraintes de la chaîne d'approvisionnement découlant en partie des perturbations liées à la pandémie de COVID-19.



## RÉSULTATS D'EXPLOITATION : TROIS MOIS ET NEUF MOIS CLOS LES 30 SEPTEMBRE 2022 ET 2021

Le tableau qui suit présente les composantes de l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat net et du résultat global de la société. Pour plus de précisions sur le mode de présentation, se reporter à la note 3 de des états financiers consolidés intermédiaires résumés de la société.

### Analyse des variations pour les trois mois et les neuf mois clos le 30 septembre 2022 comparativement aux trois mois et aux neuf mois clos le 30 septembre 2021

| Périodes closes les  | Trois mois clos les |                     |                | Neuf mois clos les  |                     |                |
|--|---------------------|---------------------|----------------|---------------------|---------------------|----------------|
|  | 30 sept. 2022<br>\$ | 30 sept. 2021<br>\$ | Variation<br>% | 30 sept. 2022<br>\$ | 30 sept. 2021<br>\$ | Variation<br>% |
| Produits des activités ordinaires  | 1 308 38            | -                   | n/p            | 1 849 37            | -                   | n/p            |
| Coût des ventes  | 5 713 81            | -                   | n/p            | 12 082 45           | -                   | n/p            |
| <b>Marge brute</b>   | <b>(4 405 42)</b>   | <b>-</b>            | <b>n/p</b>     | <b>(10 233 087)</b> | <b>-</b>            | <b>n/p</b>     |
| <b>Charges</b>   |                     |                     |                |                     |                     |                |
| Frais de recherche et de développement (déduction faite des crédits d'impôt) | 4 400 76            | 1 055 056           | 317 %          | 7 431 417           | 3 723 114           | 100 %          |
| Charges générales et administratives   | 5 501 51            | 2 715 453           | 103 %          | 14 861 88           | 5 649 153           | 163 %          |
| Frais de vente et de commercialisation                                       | 1 267 89            | 1 083 856           | 17 %           | 3 338 85            | 2 388 401           | 40 %           |
| <b>Perte avant autres charges</b>  | <b>15 575 59</b>    | <b>4 854 365</b>    | <b>221 %</b>   | <b>35 865 24</b>    | <b>11 760 66</b>    | <b>205 %</b>   |
| <b>Autres charges (produits)</b>   |                     |                     |                |                     |                     |                |
| Subventions gouvernementales   | (40 76)             | (25 000)            | 63 %           | (65 761)            | (34 900)            | 88 %           |
| Charges financières, montant net   | 12 20               | 305 244             | (96) %         | (109 419)           | 24 829 65           | (100) %        |
| Incidence de l'acquisition inversée de CGGZ                                  | -                   | -                   | 0 %            | -                   | 52 250 27           | (100) %        |
| <b>Perte nette pour la période</b>   | <b>(15 547 04)</b>  | <b>(5 134 609)</b>  | <b>203 %</b>   | <b>(35 690 068)</b> | <b>(88 805 696)</b> | <b>(60) %</b>  |
| Perte de base et diluée par action ordinaire                                 | (0,49)              | (0,24)              | 104 %          | (1,13)              | (5,49)              | (79) %         |

n/p : non pertinent

#### Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires proviennent principalement de la vente de 40 motomarines au troisième trimestre, pour un total de 68 motomarines pour les neuf mois clos le 30 septembre 2022.

#### Marge brute

En augmentant la production, Taiga a continué d'engager des frais indirects importants au cours du trimestre, alors qu'elle n'a fabriqué qu'un nombre restreint d'unités. Pour les trois mois et les neuf mois clos le 30 septembre 2022, les premières unités ont été produites au cours d'un cycle de production écourté en regard aux pièces d'assemblage, ce qui a entraîné une augmentation globale du coût des matières premières. À mesure que la production continue de s'accélérer, Taiga prévoit une réduction progressive du coût des matières premières par unité ainsi qu'une absorption améliorée des frais indirects.

*Frais de recherche et développement (déduction faite des crédits d'impôt)*

Les frais de recherche et développement (« R et D ») ont augmenté de 3 345 710 \$ (317 %) au cours du trimestre pour atteindre 4 400 766 \$ comparativement à 1 055 056 \$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021. L'augmentation est essentiellement attribuable à une diminution des frais de R et D inscrits à l'actif, puisque Taiga se concentre désormais sur les améliorations continues ainsi que sur la planification des programmes pour les prochaines saisons, ce que la direction considère comme des activités dont les frais ne respectent pas les critères d'inscription à l'actif. En outre, des pièces et des moules utilisés pour produire les premières unités ont été passés en charges au cours du trimestre en raison du fait qu'ils sont remplacés par des pièces et des moules à la conception plus efficace pour la production de masse. Pour la période de neuf mois, les frais de R et D ont progressé de 100 %, ou 3 708 303 \$, pour se fixer à 7 431 417 \$, pour les mêmes raisons, ainsi qu'en raison du nombre moyen plus élevé d'effectifs.

*Charges générales et administratives*

Les charges générales et administratives ont augmenté de 2 786 063 \$ (103 %) au cours du trimestre pour atteindre 5 501 516 \$ comparativement à 2 715 453 \$ pour les trois mois clos le 30 septembre 2021. Cette augmentation s'explique par la hausse considérable du nombre d'employés responsables des tâches administratives requises pour exploiter une société ouverte et appuyer les principales initiatives. Les charges générales et administratives tiennent également compte de l'augmentation des coûts d'assurance, des frais d'inscription à la cote et des honoraires professionnels attribuable surtout également à la conversion de la société en société ouverte. Pour la période de neuf mois, les charges générales et administratives ont progressé de 163 %, ou 9 212 733 \$, pour se fixer à 14 861 886 \$, pour les mêmes raisons.

*Frais de vente et de commercialisation*

Les frais de vente et de commercialisation ont augmenté de 184 034 \$ (17 %) au cours du trimestre pour atteindre 1 267 890 \$ comparativement à 1 083 856 \$ pour les trois mois clos le 30 septembre 2021. Cette augmentation est attribuable à la hausse du nombre d'employés responsables des ventes et de la commercialisation requise pour mettre en œuvre la stratégie de vente directe. Taiga multiplie également les initiatives de marketing numérique et élabore un nouveau site de commerce électronique pour s'adapter aux activités futures prévues. Pour la période de neuf mois, les frais de vente et de commercialisation ont progressé de 40 %, ou 950 457 \$, pour se fixer à 3 338 858 \$, pour les mêmes raisons.

*Subventions gouvernementales*

Les subventions gouvernementales ont augmenté de 15 761 \$ (63 %) au cours des trois mois clos le 30 septembre 2022, pour se fixer à 40 761 \$, par rapport à 25 000 \$ pour les trois mois clos le 30 septembre 2021. Cette augmentation est liée à une subvention reçue par Taiga en lien avec l'accélération des activités.

*Charges financières (produits financiers), montant net*

Les charges financières, montant net ont diminué de 293 035 \$ (96 %) au cours du trimestre pour s'établir à 12 209 \$ comparativement à 305 244 \$ pour les trois mois clos le 30 septembre 2021. Les charges financières, montant net ont diminué principalement en raison de l'augmentation des produits d'intérêts découlant de la hausse des taux d'intérêt en 2022. Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2022, les charges financières, montant net ont diminué de 100 %, ou 24 939 077 \$, pour correspondre à des produits financiers, montant net de 109 419 \$, étant donné que les résultats des neuf premiers mois de 2021 comprennent la réévaluation à la juste valeur des billets convertibles et qu'en 2022, aucun instrument financier de ce genre n'a été contracté.

*Incidence de l'acquisition inversée de CGGZ*

L'acquisition inversée est une transaction ponctuelle qui a eu lieu en 2021. Comme aucune acquisition inversée n'a été réalisée en 2022, le montant est de néant pour les trois mois et les neuf mois clos le 30 septembre 2022.

**SITUATION FINANCIÈRE***Mode de présentation – Continuité de l'exploitation*

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») selon le principe de la continuité d'exploitation, qui suppose que les actifs seront réalisés et que les passifs seront réglés à leur valeur comptable dans le cours normal des activités dans un avenir rapproché.

Pour les trois mois et les neuf mois clos le 30 septembre 2022, la société a subi une perte nette de respectivement 15 547 045 \$ et 35 690 068 \$ (respectivement 5 134 589 \$ et 88 805 676 \$ pour les périodes correspondantes closes le 30 septembre 2021). Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2022, la société a aussi affiché des flux de trésorerie négatifs liés aux activités d'exploitation de 41 338 933 \$ (28 316 471 \$ pour les neuf mois clos le 30 septembre 2021). Au 30 septembre 2022, la société affichait un déficit cumulé de 252 176 356 \$ (216 486 288 \$ au 31 décembre 2021). Les passifs courants de la société et le niveau attendu de ses dépenses pour les douze prochains mois sont plus élevés que ses fonds en caisse de 31 198 436 \$ au 30 septembre 2022 et le montant disponible sur le prêt d'investissement Québec (sous réserve que les dépenses soient admissibles et d'autres conditions préalables) de 30 millions de dollars (se reporter à la note 14 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités). Ainsi, au cours des douze prochains mois, la société aura besoin de financement additionnel pour réaliser son plan d'affaires et s'acquitter de ses obligations futures après le 30 septembre 2022. La société envisage plusieurs options de financement, notamment une ligne de crédit, pour financer ses activités d'exploitation pour les 12 prochains mois, mais ne dispose pas à l'heure actuelle de source de financement additionnel confirmée. Jusqu'à ce qu'elle puisse dégager suffisamment de revenus, la société entend financer ses activités au moyen d'une combinaison de capitaux publics et privés et de financement par emprunt ou d'autres sources. La société a réussi à obtenir du financement jusqu'ici, mais sa capacité à obtenir des fonds additionnels dépend de nombreux facteurs au-delà de son contrôle, de sorte que, rien ne garantit qu'elle réussira à le faire à l'avenir. Ces conditions témoignent d'une importante incertitude pouvant jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation.

La poursuite de l'exploitation de la société telle qu'elle est prévue dépend de sa capacité à atteindre la rentabilité et à générer des fonds de ses activités, ainsi que de sa capacité à mobiliser des capitaux propres ou à obtenir le financement nécessaire pour s'acquitter de ses obligations actuelles et futures.

Le tableau qui suit présente les principales variations dans les états consolidés résumés intermédiaires non audités de la situation financière de la société :

| Aux                                       | 30 sept. 2022 | 31 déc. 2021 | Variation    | Raison de la variation   |
|---|---------------|--------------|--------------|--|
|   | \$            | \$           | \$           |  |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie   | 31 198 436    | 86 724 126   | (55 525 690) | Diminution pour financer le début de la fabrication, notamment les stocks et les immobilisations corporelles, tout en continuant d'investir dans les activités de R et D |
| Créances clients                          | 5 312 406     | 4 055 734    | 1 256 671    | Des montants de taxes de vente et de crédits d'impôt pour la R et D à recevoir ont été comptabilisés au cours de la période.   |
| Stocks                                    | 25 970 882    | 20 042 131   | 5 928 751    | Augmentation attribuable aux travaux en cours et aux matières premières en lien avec la production de motomarines  |
| Charges payées d'avance et dépôts         | 6 480 770     | 5 918 008    | 562 762      | Diminution de l'assurance payée d'avance et augmentation des dépôts de fournisseurs pour les stocks de production  |
| Immobilisations corporelles               | 14 855 937    | 8 909 490    | 5 946 447    | Matériel de fabrication et de R et D   |
| Immobilisations incorporelles             | 14 630 290    | 7 983 431    | 6 646 859    | Coûts des prototypes   |
| Actifs au titre de droits d'utilisation   | 10 369 612    | 11 258 193   | (888 581)    | Amortissement lié aux contrats de location existants   |
| Dettes fournisseurs et charges à payer    | 5 401 074     | 8 535 765    | (3 134 691)  | Diminution des montants à payer relativement aux stocks et aux immobilisations corporelles, car une partie des stocks a été payée à la fin du trimestre                  |
| Dépôts de clients                         | 2 262 434     | 1 814 469    | 447 965      | Augmentation du nombre de précommandes, qui est passé de 2 355 au 31 décembre 2021 à 3 267 au 30 septembre 2022  |
| Partie courante des obligations locatives | 830 664       | 764 275      | 66 389       | Partie courante de l'obligation liée aux contrats de location existants  |
| Obligations locatives                     | 9 976 208     | 10 604 004   | (627 796)    | Remboursement de la partie non courante de l'obligation liée aux contrats de location existants  |
| Prêts et emprunts                         | 256 086       | 310 832      | (54 746)     | Remboursements de prêts  |
| Capital social                            | 323 899 138   | 321 163 338  | 2 735 800    | Émission d'actions en lien avec l'exercice d'options sur actions attribuées aux employés   |
| Surplus d'apport                          | 17 794 771    | 17 872 305   | (77 534)     | Incidence de la rémunération fondée sur des actions  |

**SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT**

Cette section présente la structure du capital de la société, ses sources de financement et ses divers instruments financiers, y compris ses instruments d'emprunt.

**Structure du capital**

| Aux                                     | 30 septembre 2022 | 31 décembre 2021 |
|---|-------------------|------------------|
|   | \$                | \$               |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 31 198 436        | 86 724 126       |
| Prêts et emprunts                       | 329 890           | 380 885          |
| Total de la dette                       | 329 890           | 380 885          |
| Total des capitaux propres              | 89 517 553        | 122 549 535      |

**Gestion du capital**

L'objectif et les politiques de la société en matière de gestion du capital consistent à préserver sa capacité à poursuivre son exploitation afin de fournir des rendements aux actionnaires et des avantages aux autres parties prenantes, ainsi qu'à maintenir une structure du capital optimale pour réduire le coût du capital. La société gère la structure de son capital et apporte des changements en fonction de la conjoncture économique, des risques qui ont une incidence sur les activités et des possibilités de dépenses d'investissement considérables dans l'avenir. Pour maintenir ou ajuster sa structure de capital, la société peut éventuellement émettre de nouveaux instruments de capitaux propres ou obtenir un financement par emprunt supplémentaire.

La stratégie de croissance de Taiga ainsi que l'industrie dans laquelle elle évolue exigent d'importants capitaux. On s'attend à ce que les activités d'investissement continuent de s'intensifier de façon substantielle à mesure que Taiga achète du matériel et aménage une nouvelle usine de fabrication. Elle pourra ainsi accroître sa production pour répondre à la demande prévue. La société s'attend à ce qu'elle pourrait devoir établir une facilité de crédit renouvelable pour répondre aux besoins supplémentaires en fonds de roulement à mesure que la production s'accéléra durant le cycle de production de 2023. À l'heure actuelle, Taiga évalue la possibilité de trouver des sources de financement additionnel et d'obtenir une ligne de crédit pour financer ses activités au cours des 12 prochains mois. Taiga peut également lever des fonds additionnels pour financer sa stratégie de croissance et ses activités. Taiga ne peut être certaine que des fonds additionnels seront disponibles ou qu'ils seront disponibles selon des modalités favorables lorsqu'elle en aura besoin. Se reporter aux rubriques « Mode de présentation – Continuité de l'exploitation » et « Risques liés à la capacité de poursuivre l'exploitation ».

En mars 2022, la société a conclu, avec une entité publique, une convention de prêt d'un montant de 30 M\$ visant l'achat de matériel. Pour plus de précisions, se reporter à la rubrique « Contrats importants » de la notice annuelle et à la convention de prêt, déposées sous le profil SEDAR de la société à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com) le 28 mars 2022. Le 1<sup>er</sup> novembre 2022, Taiga a également obtenu un financement additionnel de 10 M\$. Se reporter à la rubrique « Mise à jour sur le financement » du présent rapport de gestion et à la note 24 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

**Flux de trésorerie**

Le tableau qui suit présente un résumé des flux de trésorerie nets par activité pour les neuf mois clos les 30 septembre 2022 et 2021.

| Pour les trois mois clos les  | 30 septembre 2022 | 30 septembre 2021 |
|---|-------------------|-------------------|
|   | \$                | \$                |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation                    | (41 338 933)      | (28 316 471)      |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement                  | (13 295 737)      | (6 450 777)       |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement                    | (891 020)         | 137 010 602       |
| Augmentation (diminution) nette de la trésorerie au cours de la période | (55 525 690)      | 102 243 354       |
| Trésorerie à l'ouverture de la période                                  | 86 724 126        | 7 811 340         |
| Trésorerie à la clôture de la période                                   | 31 198 436        | 110 054 694       |

**Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation**

Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2022, des flux de trésorerie de 41 338 933 \$ ont été affectés aux activités d'exploitation, en comparaison de 16 072 469 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse en 2022 est principalement attribuable aux fonds affectés aux activités d'exploitation, y compris la perte brute sur les ventes, en lien avec la production et l'augmentation du nombre d'employés.

**Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement**

Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2022, des flux de trésorerie de 13 295 737 \$ ont été affectés aux activités d'investissement, en comparaison de 6 450 777 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation en 2022 s'explique essentiellement par la construction de prototypes et l'achat de matériel pour la production et la R et D ainsi que par l'augmentation du nombre d'employés spécialisés en ingénierie dont les salaires ont été inscrits à l'actif à titre de frais de développement dans les immobilisations incorporelles.

**Flux de trésorerie liés aux activités de financement**

Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2022, des flux de trésorerie de 891 914 \$ ont été affectés aux activités de financement, tandis que ces dernières ont généré des flux de trésorerie de 137 010 602 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les 137 M\$ générés par les activités de financement en 2021 provenaient du produit net du placement privé conclu parallèlement à l'acquisition inversée de Canaccord Genuity Growth II Corp. (« CGGZ ») qui a suivi le regroupement d'entreprises et le plan de réorganisation (le « regroupement d'entreprises ») avec CGGZ le 21 avril 2021, tandis qu'aucune transaction semblable n'a été conclue en 2022. Compte non tenu des transactions liées au regroupement d'entreprises, les flux de trésorerie affectés en 2022 ont été supérieurs à ceux de 2021, en raison surtout des paiements de loyers, étant donné que Taiga a loué un nouveau bâtiment à la fin du premier semestre de 2021, alors que ce bâtiment a été loué pour l'ensemble des neuf premiers mois de 2022.

**PRINCIPALES DONNÉES TRIMESTRIELLES<sup>1</sup>**

|                                    | T3 2022      | T2 2022      | T1 2022     | T4 2021      | T3 2021     | T2 2021      | T1 2021      |
|------------------------------------|--------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|--------------|
|                                    | \$           | \$           | \$          | \$           | \$          | \$           | \$           |
| Produits des activités ordinaires  | 1 308 386    | 399 525      | 141 461     | -            | -           | -            | -            |
| Marge brute                        | (4 405 425)  | (3 805 565)  | (2 022 097) | -            | -           | -            | -            |
| Perte nette                        | (15 547 045) | (11 019 640) | (9 123 383) | (11 622 753) | (5 134 589) | (54 956 736) | (28 714 351) |
| Perte de base et diluée par action | (0,49)       | (0,35)       | (0,29)      | (0,50)       | (0,24)      | (2,99)       | (27,30)      |

**Facteurs ayant une incidence sur la variation des résultats trimestriels**

C'est au cours des neuf premiers mois de 2022 que les premières ventes ont été enregistrées. Par conséquent, il n'existe des produits des activités ordinaires et une marge brute, qui découlent d'un cycle de production écourté, que pour ces trois premiers trimestres. En tenant compte des niveaux de production futurs, Taiga prévoit que les frais indirects de fabrication seront affectés à un nombre plus élevé d'unités, mais qu'ils n'augmenteront pas proportionnellement, ce qui entraînera une hausse de la marge brute. La diminution des frais de R et D inscrits à l'actif à titre de frais de développement au troisième trimestre de 2022 a entraîné une augmentation de la perte nette. Les résultats du deuxième trimestre de 2021 tiennent compte du coût de 50 359 021 \$ lié au regroupement d'entreprises, ce qui explique cette variation exceptionnelle. Les résultats du premier trimestre de 2021 tiennent compte de charges de 1 891 249 \$ liées au regroupement d'entreprises ainsi que d'un montant de 24 409 664 \$ attribuable à la réévaluation à la juste valeur du passif au titre des bons de souscription et des actions privilégiées avant le regroupement d'entreprises.

<sup>1</sup> Les principales données trimestrielles du quatrième trimestre de 2020 ne sont pas présentées puisque Moteurs Taiga inc., l'acquéreur sur le plan comptable, n'était pas une société ouverte et n'est pas tenue de communiquer cette information étant donné que ces données ne sont pas facilement disponibles.

## GESTION DES RISQUES FINANCIERS

**Risque de taux d'intérêt**

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La société a contracté un prêt à terme garanti consenti par le gouvernement provincial qui porte intérêt à un taux variable.

**Risque de liquidité**

Le risque de liquidité s'entend du risque que la société ne soit pas en mesure de remplir ses obligations en temps opportun ou à un coût raisonnable. La société gère son risque de liquidité en surveillant ses besoins sur le plan de l'exploitation. Elle prépare des budgets et des prévisions de trésorerie pour s'assurer qu'elle dispose de fonds suffisants pour remplir ses obligations. Nous croyons que la trésorerie et les équivalents de trésorerie dont dispose la société ainsi que les nouvelles sources de financement constitueront des sources de fonds adéquates pour répondre aux besoins à court terme et financer les dépenses d'investissement prévues et toute perte d'exploitation. Compte tenu de sa situation de trésorerie actuelle, de la volatilité des marchés boursiers, de l'incertitude généralisée qui plane sur les marchés financiers et des pressions croissantes exercées sur les coûts, la société continue d'évaluer la nécessité d'évaluer les possibilités de financement conformément à sa stratégie de gestion du risque lié au capital. Se reporter aux rubriques « Mode de présentation – Continuité de l'exploitation » et « Risques liés à la capacité de poursuivre l'exploitation ».

Le tableau qui suit présente le détail du profil de paiement des passifs financiers en fonction de leurs flux de trésorerie non actualisés :

|   | Valeur comptable totale<br>\$ | Flux de trésorerie contractuels<br>\$ | Moins de 1 an<br>\$ | De 1 an à 5 ans<br>\$ | Plus de 5 ans<br>\$ |
|---|-------------------------------|---------------------------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|
| Dettes fournisseurs et charges à payer              | 5 401 074                     | 5 401 074                             | 5 401 074           | -                     | -                   |
| Passif lié à la rémunération fondée sur des actions | 444 084                       | 444 084                               | 444 084             | -                     | -                   |
| Dépôts de clients                                   | 2 262 434                     | 2 262 434                             | 2 262 434           | -                     | -                   |
| Prêts et emprunts                                   | 337 232                       | 337 232                               | 81 146              | 256 086               | -                   |
| <b>Total</b>  | <b>8 444 824</b>              | <b>8 444 824</b>                      | <b>8 188 738</b>    | <b>256 086</b>        | <b>-</b>            |

**Risque de crédit**

Le risque de crédit s'entend du risque que la société subisse une perte si un client ou une contrepartie à un instrument financier ne s'acquitte pas de ses obligations contractuelles. La société surveille régulièrement son exposition au risque de crédit et prend des mesures pour atténuer la probabilité que cette exposition entraîne des pertes.

À l'heure actuelle, la société est exposée au risque de crédit en raison surtout de la trésorerie, risque qu'elle gère en ne faisant affaire qu'avec des institutions financières canadiennes ayant une notation élevée. La société investit sa trésorerie excédentaire selon des échéances variables choisies en fonction du calendrier prévu des investissements ou des dépenses liées aux activités poursuivies. La société est d'avis qu'au 30 septembre 2022, elle n'était pas exposée à un risque de crédit important. L'exposition maximale de la société au risque de crédit correspond à la valeur comptable des actifs financiers.

**Risque de change**

Le risque de change s'entend du risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue en raison des variations des cours de change. La société détient des instruments financiers et effectue des transactions libellées en monnaies étrangères, principalement en dollars américains, ce qui l'expose aux fluctuations des soldes et des flux de trésorerie en raison des variations des cours de change. L'exposition actuelle au risque de change reste très limitée.

Se reporter à la note 19 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour de plus amples renseignements.

## RISQUES COMMERCIAUX

### Risques liés à la capacité de poursuivre l'exploitation

La rubrique « Situation financière » du présent rapport de gestion et la note 2 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la société pour les trois mois et les neuf mois clos les 30 septembre 2022 et 2021 mentionnent une importante incertitude pouvant jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation, et donc de réaliser ses actifs et de régler ses passifs dans le cadre normal de ses activités. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ont été préparés sur la base de la continuité de l'exploitation, qui suppose que la société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et qu'elle sera en mesure de réaliser ses actifs, de régler ses passifs et de s'acquitter de ses obligations dans le cours normal de ses activités. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ne contiennent aucun ajustement (y compris à la valeur comptable ou au classement des actifs, des passifs et des charges) qui pourrait autrement s'avérer nécessaire si la base de la continuité de l'exploitation s'avérait inappropriée. Les ajustements, le cas échéant, pourraient être importants.

La direction évalue actuellement différentes occasions, est à la recherche d'autres sources de financement, et tente d'obtenir une ligne de crédit pour financer et soutenir son exploitation. La société a confiance qu'elle atteindra la rentabilité dans le cadre de son plan stratégique. Toutefois, rien ne garantit que la société obtiendra suffisamment de financement pour répondre à ses besoins en capitaux. La continuité de l'exploitation de la société pour les 12 prochains mois implique une part importante de jugement et dépendra entre autres de sa capacité d'obtenir le financement nécessaire à des conditions acceptables et en temps opportun, qu'il s'agisse de capitaux publics ou privés, de financement par emprunt ou d'autres sources de financement, ou encore d'une combinaison de ces éléments. Si la société ne parvient pas à poursuivre son exploitation en tant qu'entité viable, les actionnaires pourraient perdre leur investissement, en partie ou en totalité.

Pour une analyse des autres facteurs de risque commercial, se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » de notre notice annuelle.

## ARRANGEMENTS HORS BILAN

Au cours des périodes présentées, Taiga n'a pas entretenu de relations avec des entités non consolidées ou des partenaires financiers, tels que des entités de financement structurées ou des entités ad hoc, qui ont été établis dans le but de faciliter des arrangements hors bilan.

## INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers de la société se composent principalement de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients, des dettes fournisseurs et charges à payer, des dépôts de clients ainsi que des prêts et emprunts. Se reporter à la note 19 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour de plus amples renseignements.

## POLITIQUE EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT

La société investit sa trésorerie excédentaire selon des échéances variables choisies en fonction du calendrier prévu des investissements ou des dépenses liées aux activités poursuivies.

## DONNÉES SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

| Aux  | 11 novembre 2022 | 30 septembre 2022 | 31 décembre 2021 |
|--|------------------|-------------------|------------------|
| Actions ordinaires en circulation                      | 31 778 626       | 31 778 626        | 31 497 475       |
| Bons de souscription d'actions en cours                | 1 794 353        | 1 794 353         | 593 821          |
| Options sur actions en cours                           | 2 151 641        | 2 217 809         | 1 497 387        |
| Options sur actions exerçables                         | 707 080          | 680 831           | 436 306          |
| Unités d'actions fondées sur la performance en cours   | -                | -                 | -                |
| Unités d'actions fondées sur la performance exerçables | -                | -                 | -                |

## INFORMATION SECTORIELLE

La société exerce ses activités dans un seul secteur opérationnel. Aux fins de la présentation de l'information sectorielle, le chef de la direction de la société est le principal décideur opérationnel. La détermination du secteur opérationnel de la société est fondée sur sa structure organisationnelle et sur la façon dont l'information est communiquée au chef de la direction sur une base régulière. Tous les actifs importants de la société sont situés au Canada.

## ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Dans le cadre de l'application des méthodes comptables de la société, la direction doit exercer son jugement, faire des estimations et formuler des hypothèses qui ont une incidence sur la valeur comptable des actifs et des passifs et sur la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants présentés des produits des activités ordinaires et des charges pour les périodes considérées. Les estimations et les hypothèses connexes sont fondées sur l'expérience passée et d'autres facteurs jugés appropriés selon les circonstances. Les résultats obtenus forment la base sur laquelle s'appuie l'évaluation des actifs et des passifs dont la valeur n'est pas observable facilement à partir d'autres sources. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Les modifications apportées aux estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle les estimations sont modifiées, si les modifications portent uniquement sur cette période, ou dans la période de la modification et les périodes ultérieures si la modification touche tant la période considérée que les périodes futures.

*Jugements*

Les jugements importants posés par la direction pour appliquer les méthodes comptables de la société et les principales sources d'incertitude relatives aux estimations sont les mêmes que ceux posés lors de l'établissement des états financiers audités de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, sauf pour ce qui est des jugements et estimations significatifs supplémentaires utilisés dans le cadre de la préparation des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires, lesquels sont décrits ci-dessous.

*Frais de développement*

Les frais liés aux activités de recherche sont comptabilisés en résultat net lorsqu'ils sont engagés, tandis que les frais liés aux activités de développement sont comptabilisés à titre d'immobilisations incorporelles lorsque les critères d'inscription à l'actif sont respectés. La société recourt au jugement pour évaluer la répartition des activités entre la recherche et le développement et pour déterminer si les critères d'inscription à l'actif sont respectés. Les changements dans la répartition des activités entre la recherche et le développement et la détermination à savoir si les frais de développement respectent les critères d'inscription à l'actif auraient une incidence sur le traitement comptable de ces frais et sur le montant des frais de développement inscrits à l'actif et, par conséquent, sur les charges comptabilisées en résultat net.



### *Dépréciation d'actifs non financiers*

La société évalue chaque date de clôture s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, ou si un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, la société estime la valeur recouvrable de l'actif. Le jugement est exercé pour déterminer si un événement déclencheur s'est produit, nécessitant un test de dépréciation.

La valeur recouvrable est déterminée pour un actif pris individuellement à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Aux fins du test de dépréciation des immobilisations incorporelles, les unités génératrices de trésorerie (« UGT ») sont déterminées en fonction de la meilleure estimation de la direction du plus bas niveau auquel un actif ou un groupe d'actifs peut générer des entrées de trésorerie. La société a conclu qu'elle compte une UGT, et elle réalise donc son test de dépréciation des immobilisations incorporelles sur cette base.

Afin d'établir la valeur recouvrable d'une UGT, diverses estimations sont utilisées. La société détermine la valeur d'utilité au moyen d'estimations relatives notamment aux produits des activités ordinaires, aux marges, aux coûts et aux dépenses d'investissement futurs projetés conformément aux plans stratégiques présentés au conseil d'administration. La juste valeur diminuée des coûts de sortie est estimée en fonction de transactions observables sur le marché. Les taux d'actualisation cadrent avec les informations externes sur le secteur reflétant le risque associé à la société et à ses flux de trésorerie. Les hypothèses clés sur lesquelles la direction s'est fondée pour établir la valeur recouvrable comprennent la méthodologie appliquée, les taux de croissance prévus et les taux d'actualisation. Des changements aux conditions de marché et au plan de développement ou de mauvais rendements opérationnels pourraient se traduire par l'incapacité de recouvrer les valeurs comptables actuelles des immobilisations incorporelles, et pourraient avoir une incidence significative sur la valeur recouvrable et ultimement sur le montant de toute dépréciation d'immobilisations incorporelles.

### **NOUVELLE MÉTHODE COMPTABLE**

#### *Comptabilisation des produits des activités ordinaires*

Les produits des activités ordinaires de la société sont tirés de la vente de véhicules de sports motorisés entièrement électriques, notamment des motomarines et des motoneiges électriques. La société a recours à un modèle de ventes directes aux consommateurs, qui s'appuie sur sa plateforme de commerce électronique. La société tire également des produits des activités ordinaires de la vente en ligne de ses vêtements de marque.

Les produits des activités ordinaires provenant de la vente de véhicules de sports motorisés sont comptabilisés au moment où le contrôle du véhicule est transféré au client, généralement à la livraison et à la prise en charge du véhicule par le client à l'un des points de collecte désignés. Toutes les ventes de véhicules sont payées d'avance, avant la livraison, et la société n'offre aucune autre modalité de paiement pour la vente de ses véhicules. Par conséquent, les ventes de véhicules ne comportent aucune composante financement. Les paiements perçus d'avance au titre des véhicules qui n'ont pas encore été livrés sont comptabilisés à titre de produits différés.

Les produits des activités ordinaires provenant de la vente de vêtements de marque sont comptabilisés au moment où le contrôle est transféré au client, généralement au moment où celui-ci prend possession des vêtements. Toutes les ventes de vêtements sont payées d'avance et la société n'offre aucune autre modalité de paiement pour la vente de vêtements. Les paiements perçus au titre des vêtements qui n'ont pas encore été livrés sont comptabilisés à titre de produits différés.

## EMPLOI DU PRODUIT TIRÉ DU REGROUPEMENT D'ENTREPRISES ET DU PLACEMENT PRIVÉ

Le tableau suivant présente un rapprochement entre l'emploi du produit net tiré du regroupement d'entreprises et du placement privé simultané par la société jusqu'au 30 septembre 2022 (emploi réel du produit) et l'emploi prévu selon le prospectus de la société daté du 26 mars 2021 (emploi total prévu du produit). Il présente également une estimation révisée de l'emploi du produit (emploi révisé du produit) et la variation entre l'emploi réel du produit et l'emploi révisé du produit.

|  | Emploi réel du produit<br>\$ | Emploi total prévu du produit<br>\$ | Emploi révisé du produit<br>\$ | Variation<br>\$ |
|--|------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|-----------------|
| Construction d'une installation de production de masse                                   | 3 184 667                    | 50 000 000                          | 19 000 000                     | (15 815 333)    |
| Développement d'un assemblage automatisé de blocs de batteries                           | 1 972 724                    | 25 000 000                          | 15 000 000                     | (13 027 276)    |
| R et D en lien avec les produits et le système de batteries                              | 21 422 275                   | 20 000 000                          | 20 000 000                     | 1 422 275       |
| Besoins généraux du fonds de roulement et de la société                                  | 79 302 782                   | 40 231 512                          | 81 231 512                     | (1 928 730)     |
| Montant résiduel au 30 septembre 2022, déduction faite de la trésorerie reçue des ventes | 29 349 064                   | s. o.                               | s. o.                          | 29 349 064      |
| <b>Total du produit net</b>  | <b>135 231 512</b>           | <b>135 231 512</b>                  | <b>135 231 512</b>             | <b>-</b>        |
| Charges liées à l'acquisition inversée de CGGZ   | 2 213 349                    | 2 213 349                           | 2 213 349                      | -               |
| Frais d'émission d'actions   | 5 832 820                    | 5 832 820                           | 5 832 820                      | -               |
| <b>Produit brut</b>  | <b>143 277 681</b>           | <b>143 277 681</b>                  | <b>143 277 681</b>             | <b>-</b>        |

La société avait initialement prévu commencer la production pendant le troisième trimestre de 2021, ce qui aurait permis de soutenir partiellement les activités. Le début de la production a été retardé et le volume de production a été moins élevé que celui prévu initialement, ce qui s'explique en partie par la pandémie de COVID-19, les contraintes de la chaîne d'approvisionnement, la certification des produits et l'évolution des produits. Comme la société ne générant pas de produits des activités ordinaires, les retards dans la production ont entraîné une révision de notre emploi initial du produit.

Comme l'illustre le tableau ci-dessus, la variation entre l'emploi réel du produit par la société comparativement à l'emploi total prévu et à l'emploi révisé du produit s'explique par les éléments suivants : i) le projet d'une installation de production de masse a été retardé, la société prévoyant maintenant entreprendre les travaux de construction de la première phase en 2023 et mettre en service l'installation en 2024. La première phase de l'installation, jumelée à nos installations existantes à Montréal, nous permettra de produire jusqu'à 70 000 unités, ce qui correspond à 88 % de la capacité de production initialement prévue par la société. La première phase de l'installation de production de masse devrait être financée en partie par le produit tiré du financement supplémentaire. Par conséquent, une partie de l'emploi prévu des fonds, qui était affectée aux travaux de construction de l'installation de production de masse, a été réaffectée au fonds de roulement et aux fins générales de l'entreprise. En outre, une partie du produit affectée à l'installation de production de masse a été réaffectée à l'installation à Montréal afin d'accroître sa capacité prévue à au moins 8 000 unités par année, et comme cette utilisation n'était pas planifiée, la réaffectation a été considérée dans les besoins généraux du fonds de roulement et de la société; ii) nous avons commencé à investir dans l'assemblage automatisé de blocs de batteries qui est déployé dans l'une de nos installations à Montréal, et des investissements additionnels seront réalisés au cours des prochains trimestres. Cependant, par suite des améliorations à notre estimation des coûts d'assemblage automatisé des batteries, une partie des fonds affectés au développement de l'assemblage automatisé de blocs de batteries a été réaffectée aux besoins généraux du fonds de roulement et de la société iii) l'investissement de la société dans les activités de R et D est réalisé sur une période de deux ans, l'investissement effectué à ce jour étant essentiellement conforme à notre plan; et iv) en vue de commencer la production et d'atténuer les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, la société a investi un montant plus important qu'initialement prévu dans le fonds de roulement. Nous prévoyons pouvoir récupérer une partie de ces montants lorsque nous accélérerons la production et les ventes de manière à revenir à un niveau de stock plus habituel. Les changements au calendrier et dans le montant prévu des encaissements de revenus par suite du retard subi dans la commercialisation de nos produits ont eu une incidence sur l'emploi du produit. Se reporter à la rubrique « Principaux facteurs ayant une incidence sur le rendement de Taiga » du présent rapport de gestion et à la rubrique « Facteurs de risque » de notre notice annuelle.

## CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le chef de la direction et le chef des finances de la société sont responsables de l'établissement et du maintien des contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») et du contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF »), au sens donné à ces expressions dans le *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs* (le « Règlement 52-109 ») des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

Les CPCI représentent les contrôles et autres procédures qui sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information devant être présentée par la société dans ses rapports annuels, ses rapports intermédiaires et d'autres rapports déposés ou transmis en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation, notamment les contrôles et procédures conçus pour garantir que l'information que la société doit présenter dans ces documents déposés et rapports est rassemblée puis communiquée à la direction de la société, y compris au chef de la direction et au chef des finances, selon ce qui convient pour prendre des décisions en temps opportun concernant la communication de l'information.

Le CIIF est un processus conçu par le chef de la direction et le chef des finances, ou sous leur supervision, et mis en œuvre par le conseil d'administration, la direction et d'autres membres du personnel pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière de la société est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux principes comptables applicables utilisés pour la préparation de ses états financiers, à savoir les IFRS. Tel qu'il est autorisé par le Règlement 52-109, le CIIF de la société a été conçu selon les critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework (2013)* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission, appelé le cadre du COSO.

Peu importe la qualité de la conception des CPCI et du CIIF, les contrôles internes comportent des limites inhérentes et peuvent uniquement fournir l'assurance raisonnable qu'ils atteignent leurs objectifs de contrôle. Ces limites inhérentes comprennent notamment l'erreur humaine et le contournement des contrôles; par conséquent, rien ne garantit que les contrôles permettront de prévenir ou de détecter toutes les anomalies résultant d'erreurs ou de fraudes.

En raison de son inscription à la cote de la TSX en février 2021 et de la réalisation de son « opération admissible » en avril 2021, la société a pris un certain nombre de mesures, et continue d'en prendre, de façon à renforcer et à améliorer ses CPCI et son CIIF. La société a vécu des changements rapides et significatifs en 2021 et 2022 en lien avec son programme de croissance. De plus, au troisième trimestre de 2021, la société a mis en place un nouveau système de planification des ressources de l'organisation de manière à uniformiser et automatiser les processus d'affaires et les contrôles de la société, modifiant ainsi de façon marquée ses contrôles internes à l'égard des processus et de l'information financière. La société est à mettre en place des mesures conçues pour renforcer et améliorer son environnement de contrôle et corriger les déficiences de contrôle qui ont mené aux faiblesses significatives du CIIF de la société qui ont été relevées et dont il est question ci-après. La direction, sous la supervision du comité d'audit, a recours et prévoit continuer à avoir recours à des ressources externes afin qu'elles améliorent la documentation des processus d'affaires de la société et l'aident dans les tests et l'évaluation du CIIF de la société.

### Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef des finances sont responsables de concevoir les CPCI de la société dans le but de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et la préparation des états financiers consolidés pour usage externe conformément aux IFRS. Durant cette conception, le chef de la direction et le chef des finances prennent en compte, entre autres choses, ce qui suit :

- les faiblesses significatives du CIIF de la société qui ont été relevées et dont il est question ci-après à la rubrique « Contrôle interne à l'égard de l'information financière »;
- les mesures définies par la société qui ont commencé à être mises en œuvre en vue de corriger ces faiblesses significatives et de renforcer et d'améliorer les contrôles internes de la société, comme il est discuté ci-après à la rubrique « Plan de redressement de la direction »;
- les résultats de l'évaluation réalisée par la société de la conception et de l'efficacité du fonctionnement des CPCI et du CIIF tout au long des périodes couvertes par les rapports annuels et intermédiaires de la société déposés en 2022.

Le chef de la direction et le chef des finances ont conclu que les CPCI de la société au 30 septembre 2022 n'étaient pas efficaces pour fournir l'assurance raisonnable que i) l'information significative liée à la société est portée à la connaissance du chef de la direction et du chef des finances par d'autres personnes, en particulier pendant la période au cours de laquelle les documents annuels déposés par la société en vertu de la législation en valeurs mobilières sont établis et ii) l'information que la société doit présenter est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par la législation en valeurs mobilières.

### Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef des finances sont responsables d'établir et maintenir le CIIF de la société. Dans les présentes, l'expression « faiblesse significative » a le sens qui lui est attribué dans le Règlement 52-109 et signifie une déficience ou une combinaison de déficiences du CIIF faisant qu'il est raisonnablement possible qu'une inexactitude importante dans les états financiers annuels ou le rapport financier intermédiaire de la société ne soit pas prévenue ou détectée en temps opportun.

Dans le cadre de leur évaluation, le chef de la direction et le chef des finances ont relevé les faiblesses significatives suivantes en ce qui concerne la conception et l'efficacité du fonctionnement du CIIF de la société.

- *Environnement de contrôle* : Étant donné la croissance très rapide des affaires et des activités de la société, jumelée au fait qu'elle est à mettre sur pied son équipe des finances tout en mettant en place un nouveau système de planification des ressources de l'organisation qui comprend notamment la conception de nouveaux processus et flux de travail, la direction n'a pas été en mesure de se fier à des contrôles de prévention internes. La direction s'est plutôt fiée au haut degré de surveillance qu'elle a exercé ainsi qu'aux contrôles de détection pour réduire les risques liés à l'information financière pour le trimestre clos le 30 septembre 2022. Les contrôles de prévention sont conçus pour prévenir les erreurs, les inexactitudes ou les fraudes avant qu'elles ne surviennent, alors que les contrôles de détection sont destinés à détecter l'existence d'erreurs, d'inexactitudes ou de fraudes qui se sont déjà produites. Un système optimal de CIIF doit être composé des deux types de contrôles, étant donné qu'une dépendance excessive sur les contrôles de détection augmente le risque d'anomalies découlant d'erreurs, d'inexactitudes et de fraudes.
  - Structure organisationnelle et ressources : La direction a relevé des déficiences en lien avec l'absence de ressources seniors pour les questions touchant l'information financière, le traitement de problèmes complexes de comptabilité et l'exécution des contrôles de revue de la direction sur les états financiers de fin de période.
- *Activités de contrôle* : La société n'a pas pleinement conçu et mis en place des activités de contrôle efficaces et a relevé des déficiences qui, individuellement ou dans leur ensemble, constituent une ou plusieurs faiblesses significatives liées : i) à la sélection et l'élaboration des activités de contrôle qui contribuent à l'atténuation des risques à un niveau acceptable, ii) à la sélection et l'élaboration des contrôles généraux informatiques et iii) au déploiement des activités de contrôle par le biais de politiques écrites détaillées qui établissent ce qui est attendu ainsi que des procédures pour la mise en œuvre de ces politiques.
  - Contrôles généraux informatiques (« CGI ») : Comme il a été mentionné plus haut, la société a mis en place un nouveau système de planification des ressources de l'organisation au troisième trimestre de 2021. Des déficiences de contrôle ont été relevées dans la conception et la mise à jour de programmes à l'égard de certains CGI se rapportant à la sécurité des accès et au traitement des travaux pour certains systèmes informatiques qui soutiennent le processus de communication de l'information financière de la société. En raison de ces déficiences, les contrôles d'application automatisés et les contrôles manuels au niveau des processus qui dépendent de l'information provenant des systèmes informatiques visés ont eux aussi été jugés inefficaces étant donné qu'il était raisonnablement possible qu'ils aient pu être touchés de manière défavorable.
  - Politiques et procédures : La société n'a pas mis en place des activités de contrôle suffisantes par l'adoption et la communication de politiques et de procédures écrites détaillées. Ainsi, les politiques et procédures de contrôle interne existantes sont réputées inadéquates, car elles ne font pas part au personnel de la société des rôles et des responsabilités qui lui incombent à l'égard des contrôles internes de la société pour favoriser la cohérence au sein de l'entreprise, permettre à la société d'examiner et de surveiller de manière adéquate son système de contrôles internes ou d'assurer le respect des directives de la direction en matière d'atténuation des risques liés au contrôle interne.

- Contrôles des feuilles de calcul complexes : Les feuilles de calcul sont fortement sujettes à des erreurs de calcul et des incohérences en raison du traitement manuel dont elles font l'objet. La société est en voie de concevoir et de mettre en place des contrôles efficaces concernant certaines feuilles de calcul complexes, notamment pour répondre aux risques identifiés associés à la saisie de données manuelle, l'exhaustivité de la saisie des données et l'exactitude des formules mathématiques, qui ont une incidence sur les feuilles de calcul complexes utilisées dans les calculs de la juste valeur des instruments financiers.
- *Séparation des tâches* : Dans le cadre de la mise en place du nouveau système de planification des ressources de l'organisation et afin de pouvoir maintenir le cours normal des activités de la société, les utilisateurs ont eu accès à davantage de fonctionnalités que ne l'exigent normalement leurs rôles et leurs responsabilités. De ce fait, la société n'a pas maintenu des contrôles d'accès efficaces pour limiter adéquatement l'accès des utilisateurs aux applications financières et aux données connexes en fonction de leurs responsabilités professionnelles. La direction n'avait pas de processus pour effectuer des examens appropriés de l'accès des utilisateurs. Ainsi, certains membres de l'équipe des finances cumulaient des fonctions incompatibles qui permettaient la création, la revue et le traitement de certaines données financières sans révision ou autorisation indépendante. Une séparation des tâches appropriée à l'égard de responsabilités fonctionnelles incompatibles, notamment des restrictions des droits d'accès des utilisateurs, limite les risques d'erreurs, d'anomalies ou d'omissions, qu'elles soient intentionnelles ou non, en augmentant la probabilité que ces erreurs, anomalies ou omissions soient détectées par d'autres personnes et en s'assurant que l'accès aux systèmes de traitement de l'information est limité au personnel autorisé.
  - Écritures de journal : La société n'avait pas de procédures d'examen appropriées pour l'enregistrement des écritures de journal manuelles. La société est en voie de concevoir et de mettre en place une séparation des tâches adéquate et des contrôles efficaces à l'égard de la préparation, de la revue et de l'approbation, y compris la documentation connexe, des écritures de journal enregistrées dans son système de planification des ressources de l'organisation. D'autres mesures compensatoires ont été mises en place pour le processus de révision des résultats du quatrième trimestre de 2021 de la société et les trimestres ultérieurs de 2022.

En raison des déficiences susmentionnées, la société n'avait pas mis en place des activités de contrôle efficaces en lien avec la conception, la mise en œuvre et le fonctionnement des activités de contrôle de revue de la direction et des processus connexes liés au cycle d'approvisionnement-paiement (notamment les charges d'exploitation, les charges payées d'avance, les créiteurs et les charges à payer), le cycle d'embauche-paie (notamment la charge de rémunération et les charges à payer), les stocks, les immobilisations corporelles et incorporelles, les transactions inhabituelles importantes et d'autres processus de communication de l'information financière.

À la lumière de ces faiblesses significatives, le chef de la direction et le chef des finances ont conclu que le CIIF de la société au 30 septembre 2022 n'était pas efficace pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière de la société est fiable et que les états financiers ont été établis aux fins de publication de l'information financière, conformément aux principes comptables applicables.

Malgré les conclusions des évaluations des CPCI et du CIIF de la société dont il est question ci-dessus, le chef de la direction et le chef des finances sont d'avis, d'après l'information dont ils disposaient et après avoir fait preuve d'une diligence raisonnable, que i) les rapports intermédiaires pour les trois mois et les neuf mois clos le 30 septembre 2022 déposés par la société ne contiennent pas de fausse déclaration à propos d'un fait important et n'omettent pas de déclarer un fait important devant être déclaré ou étant nécessaire pour qu'une déclaration ne puisse être considérée comme trompeuse à la lumière des circonstances dans lesquelles elle a été faite pour la période visée par les rapports intermédiaires déposés par la société et ii) que les états financiers intermédiaires et les autres informations financières figurant dans les rapports intermédiaires déposés par la société pour les trois mois et les neuf mois clos le 30 septembre 2022 donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie de la société aux dates et pour les périodes visées par ces documents intermédiaires déposés.

### Plan de redressement de la direction

La direction, sous la supervision du comité d'audit, collabore avec une société de services-conseils réputée en contrôles internes dans le but de concevoir, de documenter, de mettre en place et d'examiner les contrôles internes nécessaires pour corriger les faiblesses significatives dont il est question ci-dessus ainsi que pour renforcer et améliorer le CIIF de la société, comme suit :

- Continuer d'établir une structure organisationnelle appropriée ainsi que des politiques que le conseil d'administration et le comité d'audit vont appliquer pour s'assurer de la supervision et de la gouvernance adéquates des processus de communication de l'information financière destinée à des fins externes.
- Engager, former et maintenir en poste des personnes avec les habiletés et l'expérience nécessaires, assigner des responsabilités et tenir les personnes responsables de leur rôle en lien avec le CIIF.
- Concevoir et mettre en place un processus de gestion des risques afin de déterminer et d'évaluer les risques d'anomalie significative tout en s'assurant que les processus de communication de l'information financière touchés et les contrôles internes connexes sont conçus adéquatement et en place pour répondre à ces risques dans le processus d'information financière de la société.
- Améliorer la conception des activités de contrôle existantes et mettre en œuvre des activités additionnelles à l'égard des processus de contrôle (notamment des contrôles à l'égard du cycle d'approvisionnement-paiement, du cycle embauche-paie, des actifs à long terme, des stocks, des transactions importantes inhabituelles, des transactions entre parties liées et d'autres processus de communication de l'information financière) et s'assurer qu'ils sont adéquatement consignés et que leur fonctionnement est efficace.
- La société a embauché et est en voie d'embaucher et de former un nombre suffisant de personnel qualifié possédant les compétences et les connaissances appropriées.

Même si la société ne peut garantir que ces mesures permettront de corriger les faiblesses significatives des contrôles internes ou que d'autres faiblesses significatives dans son CIIF ne seront pas relevées dans l'avenir, la direction croit que les efforts entrepris vont, lorsqu'ils seront pleinement mis en place, renforcer et améliorer notre CIIF et nos CPCI et efficacement corriger les faiblesses importantes relevées.

La direction va prendre d'autres mesures correctives au besoin à mesure qu'elle continue d'évaluer et d'améliorer l'environnement du CIIF de la société.

### Changements dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Comme il est mentionné ci-dessus, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, la société a entamé le processus d'élaboration et de mise en œuvre d'un plan de redressement visant à corriger les faiblesses significatives de son CIIF. Même si certains changements ont été apportés au CIIF de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 et durant les trois premiers trimestres de 2022, ces changements n'ont pas eu d'incidence importante sur le CIIF de la société en lien avec les faiblesses significatives dont il est question ci-dessus, ou ne seraient raisonnablement susceptibles d'avoir une incidence importante sur le CIIF de la société en lien avec ces faiblesses significatives jusqu'à ce que le plan de redressement ne soit pleinement élaboré et mis en œuvre et qu'une période de temps suffisante se soit écoulée pour permettre les tests de la conception et de l'efficacité du fonctionnement de ces mesures de redressement.

### PERSPECTIVES

Au premier trimestre de 2022, Taiga a commencé la livraison de motoneiges à ses clients avec succès. Par conséquent, la société, qui était une société de recherche et développement à un stade avancé, est devenue une société de fabrication génératrice de revenus. Au deuxième trimestre de 2022, Taiga a commencé la production de motomarines, et les livraisons ont débuté au troisième trimestre.

En 2022, la production continue d'être limitée en raison de divers facteurs, notamment les pressions exercées sur la chaîne d'approvisionnement, la disponibilité des matières premières et d'autres composants, l'optimisation du processus de fabrication et les économies de coûts liées au volume. Taiga a investi dans sa chaîne d'approvisionnement et dans ses stocks afin de réduire le risque lié à certains composants clés. Par conséquent, elle est en bonne position pour accélérer progressivement la production hebdomadaire au quatrième trimestre de 2022 et prévoit livrer entre 2 500 unités et 3 500 unités en 2023.

Taiga a financé ses activités, y compris la R et D, principalement au moyen de subventions gouvernementales, de prêts et de l'émission de billets convertibles, d'actions privilégiées et d'actions ordinaires. Taiga prévoit générer des produits des activités ordinaires plus importants de la vente de véhicules hors route électriques aux clients récréatifs et des ventes directes aux exploitants de parcs, notamment les stations de ski et les voyageurs, aux exploitants de parcs commerciaux des secteurs de l'énergie, des ressources et du transport, aux parcs gouvernementaux, aux organismes de gestion des ressources naturelles et à d'autres organisations gouvernementales.

La direction s'engage à obtenir des sources de financement supplémentaires à l'appui de la croissance et des diverses initiatives de Taiga. La société a conclu avec une entité publique une convention qui permettra à la société d'obtenir une partie des fonds nécessaires pour soutenir la croissance de Taiga et l'accélération de sa production. Taiga continue de chercher de manière proactive d'autres sources de financement et ne peut être certaine que des fonds supplémentaires seront disponibles ou qu'ils seront disponibles selon des modalités favorables lorsqu'elle en aura besoin. Se reporter aux rubriques « Énoncés prospectifs » et « Risques commerciaux » du présent rapport de gestion.



© MOTEURS TAIGA INC. 2022

Taiga<sup>MC</sup>, Nomad<sup>MC</sup>, Orca<sup>MC</sup> ainsi que tous les noms, logos et marques de commerce y étant associés sont la propriété exclusive de Moteurs Taiga inc. et sont enregistrés et employés au Canada, aux États-Unis et dans le monde entier. L'utilisation des marques de commerce, noms et logos figurant sur ce document est interdite sans le consentement écrit et préalable de Moteurs Taiga inc.